

**Comité :** OMS

**Sujet :** Bioéthique, transhumanisme, vaccinations, vers un New Deal de la santé mondiale ?

**Auteur :** La république populaire de Chine

La république populaire de Chine est très impliquée dans l'OMS et dans les nouveaux défis de la santé mondiale en 2030. Même si la Chine souffre actuellement d'une passagère récession économique et a dû adopter une politique plus protectionniste pour protéger ses intérêts, elle est passionnément dédiée au développement mondial de la recherche biomédicale, à la collaboration et l'aide internationale et à la distribution équitable de vaccins et médicaments.

Concernant les sujets principaux de débat international, la Chine est un référent mondial en matière d'expérimentation génétique dans le but d'améliorer la vie de l'être humain (dans un cadre réglementaire légitime), et avec de l'investissement étranger elle pourrait mener à bout son développement biotechnologique pionnier qui a dû être ralenti à la suite de problèmes économiques et sociaux qui ont débuté en 2026. La Chine reste à l'avant-garde des recherches et expérimentations génétiques mondiales, et elle s'engage massivement aussi dans les nouvelles technologies comme CRISPR-Cas9. Elle a été injustement accusée d'ambivalence en bioéthique suite à l'affaire du chercheur He Jiankui en 2018 (qui a modifié le génome de bébés grâce à la technologie CRISPR), un cas isolé qui n'a aucun lien avec la politique du gouvernement et ses principes bioéthiques. Trouver des solutions aux grandes maladies génétiques ou chroniques qui affectent les personnes partout dans le monde reste une priorité, toujours dans un contexte du respect de la dignité humaine et de l'éthique médicale.

Le transhumanisme est aussi un domaine de grand intérêt pour la république populaire de Chine, particulièrement dans la recherche scientifique et les innovations technologiques. Le pays investit lourdement dans des technologies liées à l'intelligence artificielle (qui ont montré de plus en plus de pertinence dans les dernières années, avec la crise en 2026 de la résistance antibiotique arrêtée seulement par l'IA), la robotique, et la bio-ingénierie pour augmenter les capacités humaines et sa productivité professionnelle.

Un point de grande importance dans la politique sanitaire de la Chine concerne la crise de vaccins et le « apartheid vaccinal ». Le monopole des vaccins par PharmaCorp et sa distribution aux plus riches est considérée inadmissible par les principes du communisme, et la Chine encourage la vaccination générale et obligatoire pour atteindre une immunité collective et exige la fin du VaxPass. Depuis la pandémie de COVID-19, la Chine a adopté une politique vaccinale proactive qui consiste en campagnes massives de vaccination pour diverses maladies et en l'exportation de vaccins développées localement à des pays plus pauvres en Asie et en Afrique, ce qui a beaucoup renforcé son influence et sa popularité. C'est pour cela qu'elle vise une collaboration internationale majeure dans les débats de l'OMS, et cherche à combattre les pandémies et les maladies infectieuses. Par exemple, elle a soutenu l'initiative COVAX de 2020 qui visait la distribution équitable des vaccins dans le monde.

Le concept d'un « New Deal » de la santé mondiale n'est cependant pas bienvenu par la délégation chinoise, car le pays a maintenant besoin de rétablir son économie et renforcer l'emprise de son gouvernement, ainsi que gérer sa population vieillissante et son taux de chômage. Une gouvernance mondiale de la santé serait fort prématurée dans les circonstances actuelles, et devrait attendre que tous ces petits problèmes internes de la Chine soient réglés, plus ou moins jusqu'en 2040. Cependant, la Chine n'est pas contre une approche internationale dans la santé, ce qui a été démontré en 2013 par son soutien de la Belt and Road Initiative (BRI) et tout particulièrement de la "Route de la Soie de la Santé", une extension de la BRI qui vise à améliorer la coopération internationale dans le domaine de la santé.

En outre, la Chine a atteint le pic de ses émissions avant 2030, comme promis dans l'accord de Paris en 2015, et ses rejets de CO2 par unité de produit intérieur brut ont diminué de 45%. Elle reste très engagée dans la protection de l'environnement pour éviter l'émergence de maladies infectieuses et leur propagation dans le monde (Zika, dengue...).

Enfin, la République populaire de Chine est très impliquée dans les politiques de coopération dans la santé mondiale, et a une approche ambitieuse dans les domaines de transhumanisme, de recherche scientifique et des avancées technologiques. Son engagement envers les pays en développement est visible dans l'initiative COVAX et la Belt and Road Initiative, et elle continue à progresser en termes d'émissions pour réduire l'impact du changement climatique dans la planète.